



Conseil économique et social

Distr. générale
25 septembre 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat consacré aux affaires humanitaires

Compte rendu analytique de la 37^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 20 juin 2018, à 10 heures

Président : M. Matjila (Vice-Président).....(Afrique du Sud)

Sommaire

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (*suite*)

Table ronde de haut niveau sur le thème : « Réduction de l'impact des conflits armés sur les enfants – renforcement des interventions pour répondre aux besoins des enfants »

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-10094X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie), M. Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (suite) (A/73/78–E/2018/54)
<https://undocs.org/A/73/78–E/2018/54>

1. **Le Président** dit que le nombre d'enfants vivant dans des zones de conflit n'a pas cessé d'augmenter depuis 2000. Ils sont exposés à de graves dangers, du fait notamment qu'ils n'ont pas accès à une alimentation appropriée, aux soins médicaux, à l'eau potable et à l'assainissement ; qu'ils courent un risque accru d'être victimes de violences, d'exploitation et de maltraitance ; que leur scolarité est interrompue ; qu'ils subissent un déplacement prolongé. La table ronde de haut niveau a pour objectif d'entamer une réflexion sur les vulnérabilités et les risques auxquels sont confrontés les enfants dans les conflits armés et d'examiner les bonnes pratiques visant à protéger les enfants et à prendre en charge leurs besoins spécifiques, en veillant notamment au respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il espère que les participants proposeront des mesures pratiques susceptibles d'être mises en œuvre. La protection des enfants en période de conflit armé doit être une priorité ; son propre pays, l'Afrique du Sud, ne doute pas qu'en travaillant ensemble, la communauté internationale pourra améliorer la situation de ces enfants.

2. *Une vidéo réalisée à partir de dessins d'enfants touchés par des conflits armés est projetée.*

3. **Le Président** dit que les dessins présentés dans la vidéo, qui montrent comment les enfants perçoivent leurs expériences quotidiennes dans des situations de conflit, donnent aux spectateurs une idée des dangers auxquels ces enfants sont exposés. La communauté internationale doit mener une réflexion en profondeur sur ce qu'il convient de faire pour sauver ces enfants et les préparer à l'avenir. Il espère que le proverbe africain, qui dit que « tout enfant est mon enfant », pourra guider cette réflexion.

*Table ronde de haut niveau sur le thème :
 « Réduction de l'impact des conflits armés sur les enfants – renforcement des interventions pour répondre aux besoins des enfants »*

4. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence), animateur du débat, fait observer que les enfants continuent d'être touchés de manière

disproportionnée par les conflits armés. D'après un nouveau rapport de Save the Children, le nombre d'enfants vivant dans des zones de conflit a augmenté de plus de 75 % depuis le début des années 90 pour atteindre plus de 350 millions en 2016, soit un enfant sur six dans le monde. Enrôlés de force dans des groupes armés ou victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, ils sont dépossédés de leur enfance à de nombreux égards.

5. La séance entière ne suffirait pas à énumérer les atrocités et les exactions, mais c'est aussi une occasion de débattre de ce qui peut être fait pour remédier à ces problèmes, car il y a des raisons d'espérer. C'est pourquoi M. Lowcock invite les participants à partager certaines des activités menées par leurs organisations en faveur des enfants et prie la première intervenante, M^{me} Malek, de faire part de son expérience en tant que réfugiée, en exposant notamment les difficultés qu'elle a rencontrées et comment elle a pu les surmonter.

6. **M^{me} Malek** (réfugiée sud-soudanaise et fondatrice de Stand for Education), intervenante, raconte qu'elle est née dans une grande famille de la classe moyenne dans les années 80, au cours de la seconde guerre civile soudanaise, dans ce qui est aujourd'hui officiellement appelé la République du Soudan du Sud. Elle vivait dans des conditions qui lui semblaient bonnes, comme la plupart des enfants, lorsqu'ils ont la chance d'avoir leurs parents, une vie stable, un foyer et qu'ils ne manquent pas du nécessaire. Lorsque la guerre a éclaté, on a soudain dit aux gens de partir et de quitter leurs familles. De jeunes enfants ont été contraints de laisser derrière eux tout ce qu'ils avaient connu parce qu'ils étaient en danger et que leur pays ne voulait plus d'eux.

7. Sa famille a été déplacée. Son père, qui travaillait comme fonctionnaire à l'époque, voulait rester. Sa mère, en revanche, se préoccupait surtout de sauver ses filles, de leur offrir de meilleures chances dans la vie et une éducation. Elle a donc pris la décision difficile de s'échapper avec ses filles. C'est ainsi qu'elles ont fui Khartoum pour se rendre en Égypte. Sa mère avait vendu tous ses biens pour qu'elles puissent embarquer clandestinement à bord d'un navire, où elles ont passé deux semaines environ, cachées dans un compartiment. Son père ne s'était douté de rien.

8. En Égypte, malgré sa formation d'infirmière, sa mère a dû repartir de zéro pour que ses filles puissent aller à l'école. En conséquence, pendant que sa mère travaillait, elle a dû, à neuf ans, prendre soin de ses jeunes sœurs, les conduire à l'école chaque matin, leur faire à manger et veiller à ce qu'elles puissent survivre un jour de plus. Il n'y avait pas de camps de réfugiés, mais sa famille séjournait dans une zone où le Haut-

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international de secours dispensaient un appui pour les migrations et la transition. Quatre ans et demi après leur arrivée en Égypte, en tant que demandeuses d'asile, elles ont obtenu le statut de réfugiées aux États-Unis d'Amérique grâce au système de tirage au sort. Une fois à Newark, dans le New Jersey, où elles s'efforçaient de reconstruire leur vie, elles ont continué d'être victimes de discrimination. Déjà en Égypte, on leur disait de retourner dans leur pays. Aux États-Unis, parfois, les gens ne les comprenaient pas : ils n'avaient pas connaissance de la crise des réfugiés ni même de l'existence de leur pays. Aussi horrible que lui paraissait sa situation, celle de ses cousins avait été pire. Ceux-ci avaient fui le Soudan à pied, en passant par le Kenya, marchant pendant trois ou quatre mois. En chemin, ils avaient vu des cadavres, été témoins d'enlèvements, de viols, de la traite des femmes et des enfants. Sa mère a retrouvé ces mêmes cousins aux États-Unis, et le dossier de sa famille a été transféré en Californie, pour y recommencer encore une fois une nouvelle vie. C'est alors qu'elle a été découverte comme modèle.

9. Même si, à l'époque, elle ne s'en rendait pas compte, elle a très vite compris qu'elle était une privilégiée et qu'elle avait beaucoup de chance de se voir offrir les possibilités dont elle a bénéficié. Les personnes qui comprenaient le problème des réfugiés ou des migrations, et qui ont œuvré dans les coulisses, ont donné une chance à sa famille. C'est grâce à leur travail si elle a pu participer à cette réunion. En tant qu'actrice, modèle et disc-jockey, elle a acquis une notoriété qui lui permet de se faire entendre. Dès qu'elle est entrée dans l'industrie du spectacle, elle a su qu'elle se devait de parler au nom des sans-voix et de tous ceux qu'elle a laissés derrière elle. Elle parle aussi au nom de sa mère, qui s'est sacrifiée depuis l'âge de 14 ans pour s'occuper de sa famille. C'est pourquoi elle a décidé de se servir de sa notoriété plutôt que de laisser sa notoriété se servir d'elle. Elle raconte son histoire, non sans honte, car elle ne veut pas être regardée comme une victime ou traitée avec pitié. Elle est simplement un être humain, comme n'importe qui d'autre. Elle a traversé des circonstances qui échappaient à son contrôle, mais elle a survécu et elle fait de son mieux. Elle appelle les participants à se faire entendre et à se servir des tribunes qui leur sont offertes pour sensibiliser l'opinion à la crise humanitaire.

10. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) invite la deuxième intervenante à exposer les vulnérabilités spécifiques des enfants dans les conflits armés et les facteurs qui aggravent encore ces problèmes.

11. **M^{me} Fore** [Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)], intervenante, déclare que 535 millions de personnes touchées par des conflits armés, 10 millions de réfugiés et 17 millions de déplacés sont des enfants. Les populations d'États comme l'Iraq, le Myanmar, le Nigéria, la République arabe syrienne, le Soudan et le Yémen sont confrontées à des besoins croissants. Qu'ils soient victimes de déplacements forcés ou séparés de leur famille, les enfants sont particulièrement vulnérables sur le plan des droits de l'homme. Leur sécurité personnelle est aussi menacée, notamment par les risques d'enlèvement, de traite, de violences, d'exploitation et d'atteintes sexuelles ou par l'utilisation d'engins explosifs par les forces et groupes armés. Les enfants deviennent des cibles de première ligne ; ils sont utilisés comme boucliers humains, tués ou mutilés par des attaques délibérées contre les hôpitaux et les écoles. Les effets désastreux de cette vulnérabilité forment un engrenage funeste qui ruine des vies et dévaste des avenir. Les conflits désorganisent les services de base, notamment l'accès aux soins de santé, à l'eau et à l'éducation. Les revenus des familles en pâtissent, contrecarrant les efforts des parents pour donner à leurs enfants une alimentation appropriée, et l'effondrement des services de santé favorise la propagation de maladies évitables. En outre, faute d'accès, les services humanitaires sont difficiles à assurer.

12. Dans la région du Kasaï, en République démocratique du Congo, 200 centres de santé et 400 écoles ont été attaqués et les affrontements ont chassé 850 000 enfants de leurs foyers. Ils sont de ce fait exposés à la violence, aux abus et à l'exploitation ; ils ne peuvent pas aller à l'école ; et ils sont actuellement plus de 350 000 à souffrir de malnutrition aiguë sévère. Au Yémen, la malnutrition aiguë touche 1,8 million d'enfants, 2 millions sont déscolarisés et environ 250 000 cas suspects de choléra et de diarrhée aqueuse aiguë ont été recensés parmi les enfants âgés de moins de 5 ans.

13. Toute une génération d'enfants est en danger. La communauté internationale ne doit pas permettre que la crise humanitaire se poursuive. C'est pourquoi l'UNICEF renouvelle son appel demandant qu'il soit mis fin aux conflits et qu'une politique de tolérance zéro soit appliquée à l'égard des actes visant des enfants. Toutes les parties à un conflit doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international, ainsi que leurs engagements moraux et juridiques de toujours protéger les enfants, en mettant notamment fin à toute détention ou incrimination dont ils font l'objet. L'UNICEF appelle aussi à la tolérance zéro à l'égard des attaques contre le personnel humanitaire. L'accès

aux enfants devient de plus en plus difficile dans les pays où ceux-ci éprouvent les besoins les plus grands. En Iraq, au Liban, en Libye, au Myanmar, au Nigéria, en République arabe syrienne, en Somalie et au Soudan du Sud, l'UNICEF et ses partenaires sont prêts à dispenser une aide humanitaire vitale. Leur volonté d'agir au service des enfants demeure indéfectible, mais il faut pour cela que toutes les parties au conflit et leurs alliés leur accordent un accès total et inconditionnel.

14. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence), en présentant le troisième intervenant, dit qu'il serait intéressant d'en apprendre davantage en ce qui concerne les répercussions à moyen et long terme des conflits sur les enfants du point de vue du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

15. **M. Mardini** (Directeur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient), intervenant, explique que plus de la moitié des réfugiés sont des enfants et qu'au cours de la seule année 2016, plus de 8 000 enfants ont été tués ou mutilés dans des situations de conflit. Malgré les obligations et les cadres juridiques mis en place pour protéger les civils, en particulier les enfants, il subsiste un écart considérable entre la législation et son application pratique et entre les engagements pris et les réalités sur le terrain. Les personnes qui travaillent pour le CICR sont chaque jour témoins des ravages qui sont causés quand le droit n'est pas respecté. Par exemple, les violences commises contre les installations de soins et le personnel de santé font que des enfants souffrent de maladies, de traumatismes psychosociaux et de blessures ou de handicaps persistants. Les effets à long terme des attaques ciblant le personnel médical sont particulièrement dévastateurs pour les enfants vivant dans des pays en proie à un conflit, qui risquent deux fois plus que les autres de mourir avant l'âge de 5 ans.

16. L'éducation compte parmi les services publics les plus vulnérables en période de conflit. L'insécurité, les opérations militaires et les nombreuses violations du droit international humanitaire entravent l'accès aux écoles. Les élèves et les enseignants sont attaqués ou menacés. Ils sont souvent les premières victimes de la guerre urbaine qui sévit dans des zones à forte densité de population et de l'usage excessif de la force par les groupes armés. Les écoles sont la cible d'attaques, subissent des dommages collatéraux ou sont utilisées à des fins militaires, notamment pour l'entreposage d'armes et de munitions. Si les écoles sont des biens de caractère civil en vertu du droit international humanitaire, elles perdent leur protection lorsqu'elles sont utilisées par des forces ou des groupes armés et deviennent des cibles militaires. En outre, elles servent

aussi parfois à l'hébergement de personnes déplacées, ce qui perturbe l'éducation. Ces problèmes ont de graves conséquences pour l'avenir des enfants, ainsi que pour les perspectives sociales et économiques à long terme de leur pays.

17. Les enfants enrôlés dans les forces ou les groupes armés sont particulièrement vulnérables. Ils sont souvent incarcérés, blessés ou tués. Ils sont victimes ou témoins d'atrocités, notamment de viols et d'autres formes de violence sexuelle, et y participent parfois. Il arrive aussi que les enfants soient séparés de leurs familles, quand celles-ci s'enfuient, laissant tout derrière elles. Les enfants souffrent de manière disproportionnée de la privation de nourriture, d'eau et d'abri, qui se traduit par une malnutrition, de graves problèmes de santé ou la mort, comme c'est le cas au Yémen et en certains endroits de la République arabe syrienne, et comme cela l'a été en Iraq. Les enfants déplacés, filles et garçons, sont particulièrement vulnérables à la violence et à l'exploitation sexuelles, et les garçons sont aussi exposés à un risque de détention arbitraire, dans de mauvaises conditions assorties de maltraitance.

18. Les enfants touchés par la violence doivent impérativement recevoir un soutien psychosocial qui réponde à leurs besoins spécifiques liés au traumatisme du déplacement ou de l'enrôlement forcé, car les violences infligées peuvent avoir un impact direct sur le développement du cerveau et du corps. Ceux qui ont vécu sous le régime imposé par l'État islamique d'Iraq et du Levant ou par d'autres groupes, par exemple, ont été témoins d'atrocités auxquelles aucun enfant ne devrait être exposé. Il est donc essentiel d'investir dans des programmes psychosociaux. Depuis 2010, le CICR a porté le nombre de ses programmes de 5 à 107, pour en faire bénéficier des enfants relevant de plusieurs catégories : blessés par arme, amputés, victimes de violence sexuelle ou familles de personnes disparues, notamment.

19. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) s'enquiert des efforts du CICR visant à résoudre le problème de la séparation des familles au Proche et Moyen-Orient.

20. **M. Mardini** (Directeur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient) répond que le CICR s'emploie très activement à rétablir les liens familiaux, dans le cadre de son travail de terrain avec des partenaires locaux, principalement les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Bien que la question des combattants étrangers suscite des controverses au sein de la communauté

internationale, il est important aussi de rétablir leurs liens familiaux. Les combattants étrangers en Iraq, par exemple, ont emmené avec eux 1 800 membres de leurs familles, dont les deux tiers sont des mineurs de moins de 12 ans. La nécessité de rétablir les liens familiaux, qui est devenue une tâche permanente du CICR, continue d'augmenter à mesure que davantage de personnes sont déplacées ou séparées. Par exemple, en République arabe syrienne, 700 000 personnes ont pu rentrer dans leurs quartiers en 2017, mais les nouveaux déplacés sont plus de 2 millions.

21. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence), en présentant la quatrième intervenante, demande des précisions sur les difficultés rencontrées dans les efforts pour répondre aux besoins éducatifs des enfants pendant les conflits.

22. **M^{me} Sherif** (Directrice de L'éducation ne peut pas attendre), intervenante, indique que L'éducation ne peut pas attendre est un fonds mondial hébergé par l'UNICEF qui a été créé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire. Le fonds s'occupe de 75 millions d'enfants et de jeunes personnes touchés par les conflits armés et les catastrophes naturelles.

23. En matière d'éducation, les situations de conflit se caractérisent en particulier par cinq difficultés majeures. Premièrement, du fait de la durée actuelle des conflits armés, une crise humanitaire s'étend en moyenne sur sept ans. Dans le cas de l'Afghanistan, le conflit a persisté pendant 40 ans. Comme le cycle scolaire des enfants devrait être de 12 ans, plusieurs générations ont été privées de leur droit à une éducation continue et de qualité lors des conflits prolongés. En outre, le déplacement des personnes dure en moyenne entre 10 et 17 ans, ce qui veut dire que des enfants ont été déplacés dans des camps ou dans des communautés d'accueil pendant la totalité ou la plus grande partie des 12 années du cycle scolaire, souvent sans avoir accès à des systèmes d'éducation nationale, ou ont vu leur scolarité complètement perturbée.

24. Deuxièmement, chaque conflit armé, sans exception, est une période critique sur le plan de la protection, qui se caractérise par des violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, dont le droit des réfugiés et la Convention relative aux droits de l'enfant. L'impunité tend à prévaloir, malgré les nombreux efforts consentis au cours des dernières décennies pour mettre en place un système destiné à faire appliquer le droit international, que ce soit par des tribunaux internationaux, par le dialogue et la coopération au sein des Nations Unies, ou par des campagnes de formation et de sensibilisation.

25. Troisièmement, trop d'enfants sont laissés pour compte. Seuls 39 % des enfants réfugiés vont à l'école primaire. Les filles sont souvent les plus défavorisées : en période de conflit armé, leurs chances de bénéficier d'une éducation de qualité sont 90 % moindres. Les enfants handicapés physiques ou mentaux restent aussi sur le carreau.

26. Quatrièmement, l'éducation ne reçoit qu'un pourcentage extrêmement faible du financement international alloué au développement et à l'aide humanitaire. Ces 12 années de scolarité représentent un investissement dans l'esprit humain et dans l'avenir d'une génération. Elles constituent aussi un investissement dans l'autonomisation des filles, qui se voient offrir d'autres perspectives que le mariage précoce. Actuellement, au Soudan du Sud, la probabilité pour une fille de mourir en couches est plus grande que celle d'achever ses études primaires. En dépit des statistiques alarmantes, 3 à 4 % seulement du financement humanitaire sont consacrés à l'éducation dans les situations d'urgence. M^{me} Sherif se demande si ce chiffre reflète le peu de valeur que l'on accorde à l'investissement dans l'esprit humain, dans l'égalité des sexes et dans l'autonomisation de la nouvelle génération, car l'éducation est cruciale pour parvenir à une résolution pacifique des conflits, construire des États économiquement viables, exercer une bonne gouvernance et soutenir la démocratie et l'état de droit.

27. Cinquièmement, il existe une profonde fracture entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement. Si les acteurs du développement comprennent la valeur de l'éducation, ils se montrent néanmoins plus circonspects en période de crise et peu enclins à prendre des risques ou à agir avec la célérité requise. Par exemple, les centaines de milliers d'enfants et de jeunes fuyant le Myanmar qui traversent la frontière pour se rendre au Bangladesh ont un besoin urgent d'éducation. Sans elle, ils garderont d'importantes séquelles psychologiques et, dans leur incapacité à surmonter le traumatisme, ils seront marginalisés et laissés pour compte. L'éducation est l'une des premières interventions nécessaires pour sauver les valeurs et l'esprit humains. Du côté humanitaire, l'éducation n'est généralement pas considérée comme vitale. Les faibles niveaux de financement dans le secteur humanitaire ne permettent pas d'assurer une éducation de qualité. Or, il est essentiel de combler le fossé qui sépare l'aide humanitaire et les efforts de développement, conformément à l'engagement pris lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire et à la recommandation du Secrétaire général dans son rapport sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le

développement afin de mettre en œuvre le Programme 2030.

28. L'éducation doit être regardée comme un investissement dans l'être humain, pour les filles comme pour les garçons, en portant une attention particulière aux filles, aux réfugiés et aux personnes déplacées. Elle doit être liée à tous les autres objectifs de développement durable, car les efforts en faveur de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la paix et de la sécurité ou de la prévention des conflits ne pourront aboutir que si les membres d'une société ont été préparés dès le plus jeune âge à les diriger.

29. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) s'enquiert des actions menées par Stand for Education.

30. **M^{me} Malek** (réfugiée sud-soudanaise et fondatrice de Stand for Education) dit qu'elle entend utiliser sa notoriété pour faire connaître les récits de ceux qui sont sans voix et sans défense. Dans son travail de sensibilisation, elle a souvent été la seule réfugiée à partager son expérience. Pour aider les gens, il est important de les écouter, afin de savoir quels sont leurs besoins. C'est pourquoi elle a créé une organisation qui s'attaque aux problèmes touchant les réfugiés, tels qu'ils sont révélés par leurs voix, leurs récits et leurs expériences.

31. Le nom « Stand for Education » a été choisi parce que l'éducation représente la vie, le savoir et la possibilité. Elle joue un rôle important dans tous les autres secteurs, notamment la santé, l'économie et l'agriculture, et elle constitue un droit fondamental. Tous les enfants veulent apprendre à compter, à lire et à colorier. Et pourtant, là d'où vient M^{me} Malek, les enfants se marient avant même de connaître l'alphabet ; ils sont victimes de la traite, forcés de travailler ou enrôlés comme soldats. Elle plaide en faveur de l'éducation comme moyen de mettre fin à la pauvreté, à la discrimination, à l'ignorance et à la cupidité. Ayant appris que plusieurs écoles, au Soudan du Sud, ont été abandonnées à cause de conflits et de guerres inutiles, elle a noué des partenariats avec des établissements qui ont besoin d'aide pour rester dans le pays, se reconstruire et transmettre la connaissance et l'éducation.

32. Stand for Education contribue également à faire mieux comprendre le droit fondamental à la propriété foncière, car une grande partie des gens ont des droits fonciers ancestraux, qu'il est difficile de transcrire dans des contrats. M^{me} Malek veut aider à régler ces questions d'une manière qui respecte les cultures et favorise la viabilité et l'autonomie. Son organisation

mène aussi un programme de consolidation de la paix axé sur la résolution des conflits et sur une offre d'éducation appropriée, adaptée aux besoins de la communauté. Elle collabore avec le Ministère de l'éducation sud-soudanais pour rénover des établissements existants et dispenser une éducation de qualité. Son programme « Stand Up Girl » vise à prévenir le mariage d'enfants et la maternité précoce en donnant une éducation aux filles et en les préparant à la vie active.

33. Le travail de terrain accompli par l'organisation s'adresse à toutes les personnes défavorisées qui ont besoin d'un accès fondamental à l'éducation. La Malek Primary School, qui a débuté avec 200 enfants, a été financée par une organisation appelée ImpactAVillage. Les membres de la communauté ont eux-mêmes construit l'école ; ils n'avaient besoin que des ressources nécessaires et d'une occasion de le faire. La Hope and Resurrection Secondary School compte 300 élèves, dont 100 filles qui vivent dans l'enceinte du complexe, grâce à la générosité de bailleurs de fonds et d'autres partenaires qui ont construit un dortoir. Les garçons, quant à eux, ont une ou deux heures de marche à faire tous les jours pour aller à l'école. Quand des parents ont voulu retirer leurs filles pour les marier, l'école a mis en place une politique imposant dans ce cas le retrait de tous les enfants d'une même famille. En conséquence, les familles ont choisi de laisser tous leurs enfants à l'école. L'autonomisation n'est pas seulement l'affaire des femmes ; il faut y associer les hommes et les garçons, mais aussi les éduquer afin que les avancées en ce sens leur inspirent un sentiment d'inclusion plutôt que de la rancœur. Ce n'est pas une compétition ; les hommes et les femmes ont des pouvoirs différents, qui sont censés s'équilibrer.

34. En partenariat avec Confident Children out of Conflict, l'organisation de M^{me} Malek s'emploie à répondre aux besoins des orphelins, des enfants soldats et des enfants victimes de violences sexuelles ou physiques ou de ceux qui ont subi de graves blessures de guerre. À travers des histoires et des contacts humains, les animateurs se mettent à l'écoute des enfants, des jeunes et des communautés afin de comprendre leurs besoins. Lorsque l'usage qui en est fait est éthique et responsable, les médias sociaux peuvent servir à contraindre certaines personnes à répondre de leurs actes. M^{me} Malek encourage les participants à devenir acteurs du changement qu'ils souhaitent voir se produire dans le monde, en transformant des situations problématiques en occasions de trouver des solutions.

35. Pour célébrer la Journée mondiale des réfugiés, elle a collaboré avec d'autres modèles, eux-mêmes

anciens réfugiés, migrants ou immigrants dans le cadre d'une campagne mettant en avant l'être humain plutôt que l'étiquette dont il est affublé. L'humanité réside dans les liens que l'on tisse. Il faut en finir avec les stéréotypes, le racisme et la stigmatisation des réfugiés ou des migrants.

36. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) demande quels sont les moyens les plus efficaces et les plus durables qui permettent de répondre aux besoins des enfants dans les situations de conflit.

37. **M^{me} Fore** [Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] dit que l'éducation est l'un des moyens les plus efficaces et les plus durables de répondre aux besoins des enfants. Les mécanismes de réaction rapide jouent également un rôle important. C'est ainsi, par exemple, qu'un certain nombre d'organismes des Nations Unies et d'organisations à but non lucratif (ONG) parviennent à accéder à des lieux difficiles et à sécuriser une zone où ils dispensent des services de nutrition et de santé pendant quelques jours. Les mécanismes de réaction rapide sont aussi efficaces à plus grande échelle. En Iraq, 1,3 million d'enfants en déplacement ont reçu des fournitures, notamment de l'eau, des produits d'hygiène et des rations prêtes à consommer. Au Soudan du Sud, 780 000 enfants âgés de moins de 5 ans ont bénéficié de soins de santé, d'approvisionnement en nourriture et en eau et de services d'assainissement, d'hygiène, d'éducation et de protection.

38. En outre, au-delà des secours immédiats, les programmes et les services mis en place dans les environnements fragiles doivent envisager le développement à long terme, en prenant des initiatives destinées à améliorer la surveillance des épidémies et à renforcer les capacités des écoles, des centres de santé, des hôpitaux et des systèmes d'approvisionnement en eau à l'échelon local. En République arabe syrienne, en 2017, l'UNICEF a appuyé la remise en état des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans 558 écoles, dont ont bénéficié plus de 380 000 élèves. La communauté a joué un rôle déterminant à cet égard. Au Yémen, 1,3 million de bénéficiaires ont reçu une assistance pécuniaire d'urgence, fournie en partenariat avec la Banque mondiale. Cette aide a permis aux familles de répondre à leurs besoins immédiats, a stimulé l'économie locale et a ouvert aux jeunes des perspectives de relèvement à long terme.

39. La communauté internationale doit s'employer à dialoguer avec toutes les parties aux conflits sans faire de politique, ce qui est crucial pour négocier un accès humanitaire, renforcer la confiance dans les différents

camps et obtenir la libération des enfants qui ont été enrôlés par des forces ou groupes armés. Elle doit également continuer d'établir de nouveaux partenariats avec la Banque mondiale, mais aussi avec les administrations locales, les ONG, la société civile et les entreprises afin de venir en aide aux enfants vivant dans une situation de conflit. Par exemple, au Soudan du Sud, un certain nombre de jeunes dans les camps ont appris à se servir des pompes à eau manuelles et à les entretenir. Des bracelets pourvus d'une technologie de localisation peuvent aider à réunir les enfants et leur famille dont ils ont été séparés. Des partenariats de ce genre permettent d'accroître l'efficacité de l'ensemble des organisations ; les efforts visant à promouvoir le développement et l'assistance humanitaire favorisent aussi la paix.

40. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) dit qu'il serait utile d'entendre des exemples de bonnes pratiques ou d'expériences concluantes qui contribuent à faire de la protection des enfants dans les conflits une réalité.

41. **M. Mardini** (Directeur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient), explique que le travail du CICR s'appuie sur quatre principes importants afin de protéger les enfants avant que des violations soient commises. Premièrement, les enfants qui ont été enrôlés dans des groupes armés et qui sont accusés d'avoir commis des crimes doivent être traités avant tout comme des victimes et non comme des auteurs de violations. Deuxièmement, leur mise en détention ne doit intervenir qu'en dernier ressort. Troisièmement, les enfants déplacés par les conflits doivent être traités avec un respect particulier et protégés, de manière à leur garantir notamment l'accès à l'alimentation, aux soins de santé et à l'éducation, et ils doivent être réunis avec leur famille. Enfin, le CICR demande instamment que davantage d'États fassent en sorte de prévenir l'enrôlement d'enfants et de faciliter leur réinsertion dans la société, en adhérant aux Engagements de Paris en vue de protéger les enfants contre une utilisation ou un recrutement illégaux par des groupes ou des forces armés, qui complètent le droit existant.

42. Compte tenu du caractère fragmenté et prolongé des conflits dans la région du Moyen-Orient, il existe de nombreux acteurs différents. Par exemple, des centaines de groupes armés opèrent en Syrie et au Yémen, et des dizaines d'États ont pris part aux conflits armés en Syrie et en Iraq. Il en résulte une sorte de diffusion, voire de déni, des responsabilités en ce qui concerne le respect des obligations en vertu du droit international humanitaire. Le CICR a donc engagé un dialogue avec les États et les groupes armés en vue de faire

comprendre à ces derniers, avec plus ou moins de succès, qu'il importe de ne pas recruter des mineurs et, en s'appuyant sur les bonnes pratiques qui ont donné des résultats lors de précédents conflits, de convaincre les États de subordonner l'appui qu'ils accordent à leurs partenaires et autres groupes au respect du droit international humanitaire. Il faut aussi que les États mettent en place un système de contrôle préalable pour éviter de recruter des personnes ayant des antécédents de violations. Si les États et les groupes entendent vraiment respecter le droit international humanitaire, il existe une série de mesures concrètes permettant de réduire le problème. Ce dialogue ne doit pas être politisé ; il doit être mené de manière confidentielle et bilatérale.

43. En outre, les discussions avec les communautés et les mineurs contribuent à l'émergence de solutions ancrées dans la réalité du terrain et le CICR s'appuie souvent sur des solutions locales pour soulager les souffrances de la population. Par exemple, au Liban, il a renforcé la sécurité passive dans les écoles et a formé les élèves et les enseignants pour les préparer à réagir correctement lorsque des combats éclatent. La première fois que le CICR a pu pénétrer dans une zone assiégée en Syrie, il s'est d'abord préoccupé d'assurer la distribution de nourriture, d'eau et de médicaments ; or, la priorité absolue des communautés était de rétablir le système d'éducation. C'est pourquoi le CICR a inclus dans ses activités de distribution en Syrie des fournitures scolaires, complétées par une brochure sur le danger des mines, qui constitue un autre grave problème humanitaire.

44. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) demande quels sont les bons exemples recensés sur le terrain pour préserver et rétablir l'éducation des enfants dans les situations de conflit. Il serait utile aussi de préciser le lien entre l'humanitaire et le développement dans le domaine de l'éducation et d'expliquer comment des solutions peuvent apparaître grâce à un décloisonnement des efforts.

45. **M^{me} Sherif** (Directrice de L'éducation ne peut pas attendre) dit qu'en tant que fonds mondial, L'éducation ne peut pas attendre poursuit cinq grands objectifs : inspirer l'engagement politique par des initiatives positives et tournées vers l'avenir ; mobiliser les financements ; encourager la collaboration et combler le fossé entre l'action humanitaire et le développement dans le secteur de l'éducation ; adapter les services aux conditions locales en écoutant les bénéficiaires de l'assistance ; améliorer l'efficacité, les résultats et la responsabilité. L'éducation ne peut pas attendre n'intervient pas sur place ; le fonds sert plutôt de

facilitateur pour rassembler les acteurs autour des enjeux de l'éducation dans les situations de crise, en partenariat avec les organismes des Nations Unies, les ONG, la société civile, les gouvernements hôtes, ainsi que les personnes déplacées et les réfugiés eux-mêmes.

46. Au niveau mondial, l'éducation commence à être mise en avant. Lors du sommet du Groupe des Sept, en juin 2018, les dirigeants se sont engagés à débloquer 2,9 milliards de dollars pour l'éducation des filles. Le Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises a aussi pris l'engagement d'accroître les dépenses consacrées à l'éducation pour les porter à 10 % des ressources allouées à l'aide humanitaire. Depuis la mise en place de L'éducation ne peut pas attendre, une hausse de 0,2 % a été enregistrée dans les crédits destinés à l'éducation.

47. Pour ce qui est des bonnes pratiques, il est essentiel de ne pas créer de nouveaux mécanismes de coordination dans les conflits armés. Si, dans un contexte de développement classique, des accords bilatéraux et multilatéraux de coordination peuvent être envisagés, en cas de conflits armés, la communauté internationale doit passer par les structures de coordination humanitaire. L'éducation ne peut pas attendre collabore avec les coordonnateurs de l'action humanitaire et agit dans le cadre du système de responsabilité sectorielle du Comité permanent interorganisations pour renforcer le module de l'éducation. Plutôt que de sortir de ce système, l'organisation de M^{me} Sherif et ses partenaires invitent les acteurs du développement à s'intégrer au système de coordination humanitaire en matière d'éducation. Sur le terrain, les acteurs du développement sont conviés à des réunions de coordination concernant les investissements prévus dans le secteur de l'éducation. Grâce à ce nouveau modèle, les acteurs humanitaires et les acteurs du développement travaillent ensemble pour organiser les services d'éducation en temps de crise. Par exemple, l'organisation et ses partenaires se sont rendus en Ouganda en 2017 pour venir en aide aux 1,3 million de réfugiés sud-soudanais, dont la moitié sont des enfants d'âge scolaire et des jeunes. Les acteurs du développement ont déjà collaboré avec le Gouvernement pour investir en faveur des enfants ougandais. L'éducation ne peut pas attendre, qui a été chargée d'élaborer un programme commun, a amené les communautés d'aide humanitaire et d'aide au développement à unir leurs efforts sous la tutelle du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Grâce à cette mobilisation collective, le tout premier programme commun d'aide humanitaire et d'aide au développement sera lancé en juillet 2018 pour faire face à la crise des réfugiés en Ouganda. Les rôles sont

clairement définis : les acteurs humanitaires dispensent des services immédiats et, parallèlement, les acteurs du développement commencent à mettre en place le plan national d'éducation, le programme d'études et celui d'apprentissage de la langue. Des programmes conjoints similaires ont été lancés en Afghanistan, au Bangladesh et en Somalie dans le cadre du système de coordination humanitaire. Le lien entre l'humanitaire et le développement passe par des partenariats qui combinent la rapidité de l'action humanitaire et la profondeur de l'aide au développement.

48. Il est également important d'être à l'écoute des réfugiés eux-mêmes. Par exemple, lors des consultations en Ouganda, les différentes organisations ont mis l'accent sur la continuité et la qualité de l'éducation. Toutefois, les réfugiés ont souligné que si les frais de scolarité n'étaient pas compris dans le programme commun, ils ne seraient pas en mesure de bénéficier de l'enseignement, faute de moyens suffisants. L'accessibilité des services est essentielle. En Afghanistan, l'organisation de M^{me} Sherif a travaillé avec ses partenaires pour veiller à ce que 75 % des enseignants recrutés soient des femmes, en vue d'élargir l'accès aux filles et de mettre les parents plus à l'aise avec la perspective d'envoyer leurs filles à l'école.

49. En 2017, les organismes des Nations Unies et les ONG qui travaillent sur le terrain au Bangladesh, sous la conduite du groupe de coordination interinstitutions dirigé par l'UNICEF et Save the Children, ont pris contact avec L'éducation ne peut pas attendre afin d'obtenir des fonds pour mettre en œuvre immédiatement leur offre d'éducation consolidée et coordonnée. L'éducation ne peut pas attendre a été en mesure d'agir rapidement, parce que le fonds a été conçu pour prendre ses responsabilités de manière moins bureaucratique. Dans le cadre de leur action en faveur des enfants rohingyas, les organismes ont travaillé dans un esprit de coopération, plutôt que de concurrence, pour organiser une réponse coordonnée qui énonçait très clairement les mesures à prendre. En février 2018, à peine six mois plus tard, des centres d'apprentissage ont été mis en place et des services psychosociaux ont été dispensés. Les enfants ont ainsi pu se remettre à espérer. De tels résultats sont possibles lorsque tout le monde travaille ensemble.

50. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) demande comment mobiliser efficacement l'opinion publique, qui ne soupçonne pas toujours l'impact des conflits armés sur les enfants dans le monde.

51. **M^{me} Bassols Delgado** (Espagne) fait observer que l'impact des conflits armés sur les enfants est une problématique couvrant un certain nombre d'aspects convergents, notamment la paix et la sécurité, les droits de l'homme, l'action humanitaire et l'aide au développement. Il convient de redoubler d'efforts pour intégrer ces éléments. Elle s'interroge sur les moyens de résoudre le dilemme entre la nécessité d'investir dans des infrastructures publiques indispensables, comme l'éducation, la distribution d'eau, l'assainissement et la santé, et le fait de devoir passer par l'intermédiaire des autorités qui contrôlent ces infrastructures et qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire. Elle se demande aussi comment la réponse humanitaire peut tenir compte des différents niveaux de fragilité parmi les pays à revenu intermédiaire plongés dans les conflits.

52. **M. Moura** (observateur du Portugal) rapporte que, quelques années plus tôt, son Gouvernement a mis en place un programme visant à accorder des bourses d'urgence aux étudiants syriens dans l'enseignement supérieur. Ce mécanisme de réaction rapide est actuellement étendu à des étudiants d'autres pays en situation de conflit afin qu'ils puissent poursuivre leurs études et contribuer plus tard au relèvement de leur pays.

53. **M. Seleka** (Afrique du Sud) dit que les écoles sont des établissements essentiels au développement de l'esprit des enfants. Il est dérangeant de penser qu'elles peuvent devenir des objectifs militaires, quand elles sont occupées par des rebelles, alors que les enfants qui se trouvent encore à l'intérieur risquent de servir de boucliers humains. Selon le droit de la guerre, certaines installations ne doivent pas être prises pour cible. C'est pourquoi il se demande comment garantir la sécurité des écoles occupées et renforcer tout à la fois le droit et le respect du droit pour prévenir de tels crimes.

54. **M. Cottier** (observateur de la Suisse) dit que le respect du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme revêt une importance capitale. La Suisse appelle par conséquent toutes les parties aux conflits à s'acquitter de leurs obligations et à permettre aux organisations humanitaires d'atteindre les populations dans le besoin. L'éducation est également essentielle. Les 75 millions d'enfants qui vivent dans des pays touchés par un conflit ont droit à une éducation ; ce n'est pas simplement une question de volonté politique. La communauté internationale doit agir efficacement et rapidement pour faire en sorte que ces enfants ne deviennent pas une génération perdue. Les programmes de protection et d'éducation intégrés offrent une solution, dans la mesure où ces aspects se renforcent mutuellement. Il souhaiterait connaître les vues des intervenants à cet égard. La communauté

internationale doit aussi renforcer la collaboration entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement et assurer une coordination souple dans des contextes fragiles. Une approche globale permettrait d'améliorer la protection, les perspectives et la qualité de vie des enfants vivant dans des situations d'urgence et de crise.

55. **M^{me} Vives Balmaña** (Andorre) dit que les enfants subissent les répercussions des conflits armés sans avoir la capacité de les régler. Sa délégation est pleinement résolue à s'attaquer aux problèmes rencontrés par les enfants dans les conflits armés et souhaiterait en savoir davantage sur les progrès accomplis par les organisations des intervenants à cet égard. Elle se demande également comment les États membres pourraient améliorer les activités de sensibilisation, en plus d'apporter des fonds. Une insistance accrue sur les valeurs pourrait susciter de réels changements dans les situations extrêmes et contribuer à faire respecter le droit international, car les attaques contre les infrastructures, en particulier les écoles, sont préoccupantes. Son Gouvernement considère aussi que l'éducation est primordiale.

56. **M. Islam** (Observateur du Bangladesh) dit que son pays accueille actuellement 700 000 Rohingyas, dont 58 % sont des enfants. Dans ce contexte, il s'interroge sur la manière d'aborder la dimension transfrontalière de la question des enfants touchés par des conflits armés ou des crises humanitaires.

57. **M. Mardini** (Directeur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient) dit qu'en vertu du droit international humanitaire, les écoles sont des biens de caractère civil protégés. Cependant, en temps de guerre, lorsqu'un établissement est utilisé par une partie au conflit comme base militaire et que rien n'indique que des enfants ou des enseignants se trouvent dans l'école, l'autre partie peut faire valoir que cet établissement a perdu son usage civil et est devenu une cible militaire. Dans ce cas, l'école perd son statut protégé dès lors qu'elle a été délibérément utilisée à des fins militaires, ce qui est considéré comme une violation du droit international humanitaire. Le personnel du CICR sur le terrain a pour pratique d'exprimer sa préoccupation directement auprès de la partie en cause et de toujours l'inciter à ne pas occuper les écoles, les infrastructures d'approvisionnement en eau, les hôpitaux ou les centres de santé. Les enfants et les civils sont toujours protégés par le droit international humanitaire.

58. En ce qui concerne la dimension transfrontalière de la question des enfants touchés par des conflits armés, les civils qui fuient les situations de conflit en quête de sécurité ont le droit de chercher refuge dans les

pays voisins ou dans d'autres villages à l'intérieur d'un même pays. En vertu du principe de non-refoulement, les civils ne doivent pas être poussés à retourner dans leur pays d'origine s'il existe des risques pour leur sécurité ou leur intégrité physique. Les organisations humanitaires, comme le CICR, apportent un soutien aux populations de réfugiés, sans perdre de vue la nécessité d'aider les communautés d'accueil. En Jordanie et au Liban, certaines communautés ont accueilli des réfugiés syriens en grands nombres ; les programmes humanitaires ne doivent pas être conçus exclusivement pour les réfugiés quand les communautés d'accueil ont aussi besoin de soutien.

59. **M^{me} Fore** [Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] déclare que la représentante de l'Espagne a attiré l'attention sur un dilemme très intéressant. Néanmoins, la priorité absolue est d'aider les enfants et les jeunes. L'UNICEF apporte son soutien à la fois au réseau d'enseignement lui-même et à tous les enfants qui n'y ont pas accès, tout en continuant de travailler avec les différentes parties pour permettre la scolarisation de ces enfants.

60. En ce qui concerne les pays à revenu intermédiaire, l'UNICEF a récemment publié un rapport sur les États fragiles. Étant donné que tous ces pays comportent des zones plus ou moins développées, il existe une fragilité dans chacun d'eux. Des partenariats public-privé viables sont appelés à jouer un rôle essentiel pour apporter des solutions à l'avenir.

61. En ce qui concerne les attaques dirigées contre des écoles, les membres de l'UNICEF partagent les préoccupations du représentant de l'Afrique du Sud et ont engagé en urgence des discussions concernant la nécessité de protéger les écoles et les hôpitaux. La protection des enfants sur le chemin de l'école, qui continue de poser un problème dans plusieurs pays, est aussi un enjeu important.

62. En réponse au représentant de la Suisse, M^{me} Fore explique que l'un des problèmes, en matière d'éducation, tient au manque de financement précoce. Les mécanismes de financement des interventions rapides ont eu un impact considérable dans les crises humanitaires. Les fonds mobilisés par l'éducation ne peut pas attendre ont permis à l'UNICEF d'agir rapidement au Bangladesh. Le financement précoce a également joué un rôle dans la lutte contre le virus Ebola en République démocratique du Congo.

63. En ce qui concerne les activités de sensibilisation, les vidéos constituent un excellent moyen de s'adresser aux citoyens, que ce soit en ligne ou sur les chaînes de télévision publiques. L'UNICEF, l'éducation ne peut pas attendre et d'autres entités ont produit plusieurs

vidéos qui peuvent être mises à la disposition des États membres. Il existe aussi un certain nombre d'initiatives auxquelles les États membres peuvent s'associer afin d'améliorer le niveau de sensibilisation de l'opinion publique, notamment la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques et la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

64. En réponse au représentant du Bangladesh, M^{me} Fore dit qu'il faut aider les communautés d'accueil. En outre, la barrière de la langue est l'un des premiers aspects dont il convient de s'occuper dans les questions transfrontalières. Lorsque les dialectes sont compatibles, les enfants ont une chance de poursuivre leurs études. Si ce n'est pas le cas, ils doivent apprendre la langue locale et être admis dans les réseaux d'enseignement de la communauté d'accueil. Nombre de ces réseaux refusent d'ailleurs d'inscrire les enfants réfugiés s'ils n'ont pas de certificat de naissance, ce qui est souvent le cas. Il serait donc utile de leur fournir des documents d'identité. En l'absence de tels documents ou d'un accès à la citoyenneté, les 16 000 enfants rohingyas qui sont nés au Bangladesh depuis août 2017 risquent de rencontrer des difficultés.

65. M^{me} Sherif (Directrice de L'éducation ne peut pas attendre) dit que certains États membres du Conseil accueillent des réfugiés et que leurs gouvernements fournissent un appui considérable. En ce qui concerne le respect du droit international, il est important de se rappeler que le Gouvernement bangladais, qui reçoit les réfugiés, n'est pas l'auteur des crimes. Il a été extrêmement généreux à l'égard des Rohingyas et a aidé L'éducation ne peut pas attendre à créer un cadre pour l'éducation des réfugiés, ce qui représente un grand pas en avant.

66. La communauté internationale doit soutenir des initiatives comme le programme portugais pour l'enseignement supérieur. La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques est un bon exemple de ce qui peut être fait pour renforcer la protection des civils, et donc le respect du droit international, en période de conflit armé. Il est important d'appuyer les mécanismes d'application du droit, y compris les tribunaux internationaux, et de faire en sorte que le Conseil de sécurité, sous l'impulsion de la communauté internationale, veille au maintien du principe de responsabilité.

67. M^{me} Malek (réfugiée sud-soudanaise et fondatrice de Stand for Education) dit que la communauté internationale doit œuvrer de concert. De nombreuses organisations partagent certaines valeurs fondamentales et poursuivent les mêmes objectifs en ce qui concerne la manière de concevoir l'offre d'éducation. Il convient

d'insister sur l'éducation des filles, y compris sur la gestion de l'hygiène menstruelle. En outre, l'enseignement est de meilleure qualité quand il est dispensé aux enfants dans leur propre langue.

68. M. Lowcock (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) demande au Président de partager son expérience en tant que réfugié et d'expliquer pourquoi la question des enfants touchés par des conflits armés est importante pour lui.

69. Le Président dit qu'il a demandé qu'une table ronde sur les enfants touchés par des conflits armés soit organisée au cours du présent débat consacré aux affaires humanitaires. Les réfugiés marchent parfois jour et nuit, incertains de leur avenir ou de leur destination : tout ce qu'ils savent, c'est qu'ils veulent se mettre à l'abri des persécutions, de l'emprisonnement ou de la mort. Ils arrivent dans un pays étranger pour y chercher refuge, se livrer aux autorités et demander leur protection. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de papiers d'identité et ont à peine quelques vêtements de rechange. Pour sa part, il a fui l'Afrique du Sud de l'apartheid en 1976 parce que des milliers d'enfants étaient tués. Il était seul, incapable de joindre ses parents pour leur faire savoir où il se trouvait. Finalement, il est retourné en Afrique du Sud et Nelson Mandela a été libéré. Il prie instamment les participants de ne pas oublier les réfugiés, parce que ceux-ci deviendront peut-être les dirigeants de demain.

70. Il n'a pas été à l'école ; il était un guérillero, vivant dans la forêt. Au cours de cette période de sa vie, il a appris qu'il ne fallait pas s'en prendre aux écoles, aux hôpitaux et aux installations d'approvisionnement en eau, que les attaques contre les enfants et les civils blancs violaient le droit et que le symbole de la Croix-Rouge devait être respecté. Et pourtant, la police attaquait et tuait des enfants, parfois même dans les écoles. Il s'étonne que les combattants d'aujourd'hui n'aient pas appris à respecter ces installations. Il espère que le CICR intensifiera ses contacts avec les pays d'accueil, puisque certains gouvernements sont en relation avec des combattants. La communauté internationale doit exiger de ces gouvernements qu'ils prennent leurs responsabilités lorsque le droit international humanitaire n'est pas respecté.

71. Il appelle en outre les pays d'accueil à accorder une forme quelconque d'identité aux réfugiés, surtout aux enfants d'âge scolaire. Plusieurs pays lui ont délivré un passeport alors qu'il n'avait pas de papiers. Le fait de fournir une pièce d'identité aux réfugiés leur procure un sentiment de responsabilité et d'appartenance, leur rendant ainsi une partie de leur dignité. Cela leur donne

aussi quelque chose à protéger. La communauté internationale doit inviter les gouvernements à aider les enfants qui franchissent la frontière à cet égard.

72. Des organisations comme l'UNICEF, le CICR et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés devraient fournir des moyens de communication aux réfugiés dans les pays d'accueil. Après 10 ans d'exil, il a enfin pu parler à ses parents en Afrique du Sud grâce à une initiative humanitaire scandinave. Des enfants, même âgés de 2 ou 3 ans, se rappelleront toujours le nom de leur mère. Les applications mobiles permettent aussi aux enfants de communiquer en face à face.

73. Il serait souhaitable que les Nations Unies adoptent une résolution visant à renforcer l'inviolabilité des écoles et des hôpitaux. Si les autorités ne sont pas en mesure de négocier avec des preneurs d'otages sans donner l'assaut, elles doivent trouver un autre moyen d'atteindre les rebelles qui se cachent dans les écoles et les hôpitaux, en veillant à garantir la sécurité des enfants et en évitant d'attaquer ces bâtiments. Il est de la responsabilité collective de la communauté internationale de renforcer le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme pour assurer la protection des enfants toujours plus nombreux qui se trouvent pris dans des conflits.

74. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) dit que, dans les situations de conflit, les enfants dépendent généralement de personnes âgées, souvent handicapées. Il se demande comment la communauté internationale peut accorder une plus grande attention aux personnes qui s'occupent des enfants et s'interroge sur ce qui doit être fait pour rétablir l'inviolabilité de lieux comme les écoles et les hôpitaux.

75. **M. Mardini** (Directeur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient) fait observer que les sept dernières années ont vu apparaître plus de groupes armés que les sept décennies précédentes. Il espère qu'il sera possible de rétablir la pratique consistant à ne pas prendre pour cibles les écoles et les hôpitaux en période de conflit. Cependant, les violations du droit international humanitaire restent souvent impunies. Il s'ensuit que les groupes armés et les États ne sont pas incités à améliorer leur comportement. Peut-être l'opinion publique pourrait-elle contribuer à faire changer les choses. Le soutien apporté par des États à toute partie à un conflit devrait être subordonné à une politique de tolérance zéro pour les attaques contre des hôpitaux, des prestataires de soins santé, des écoles et des enseignants. Malheureusement, malgré la résolution 2286 (2016) du

Conseil de sécurité sur la protection des services et des infrastructures de soins de santé en période de conflit armé, les attaques visant des établissements de santé ont augmenté. Le fossé entre les discours, les bonnes intentions et les principes, d'une part, et la réalité sur le terrain, d'autre part, ne pourra être comblé que si ceux qui fournissent des armes et des moyens aux parties aux conflits s'emploient plus sérieusement à faire respecter les règles fondamentales de la guerre. [https://undocs.org/S/RES/2286\(2016\)](https://undocs.org/S/RES/2286(2016))

76. **M^{me} Fore** [Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] dit que le récit du Président illustre bien le fait que les écoles, les hôpitaux ou les systèmes d'approvisionnement pourraient être épargnés au nom d'un engagement pris au niveau local, qui serait respecté de manière informelle sur le terrain, si les enfants soldats et les jeunes combattants avaient grandi en sachant qu'ils doivent protéger les installations et les populations de leurs communautés. Il faut néanmoins que la communauté internationale insiste davantage sur la protection. L'UNICEF est résolu à trouver des moyens d'attirer l'attention du public sur cette question, car les attaques visant les travailleurs humanitaires ont atteint un niveau inacceptable. Et pourtant, le problème ne cesse d'empirer.

77. En cas de traumatisme, il est très important d'apporter immédiatement un soutien psychosocial aux enfants et aux parents. L'UNICEF mène plusieurs programmes d'aide à l'échelon local pour les jeunes parents, tant les mères que les pères. En 2018, le Fonds concentrera ses efforts sur l'enseignement primaire et les soins de santé de proximité, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organisations. Un programme destiné aux jeunes sera lancé en septembre 2018, avec des organismes des Nations Unies, des partenaires publics et privés et des États membres.

78. **M^{me} Sherif** (Directrice de L'éducation ne peut pas attendre) dit qu'en tant qu'avocate spécialiste des droits de l'homme, elle se sent inspirée lorsqu'on aborde les questions du droit international des droits de l'homme et de la nécessité d'une protection. Elle se demande aussi pourquoi les divers mécanismes d'application du droit ne fonctionnent pas. S'il faut bien sûr faire appliquer les lois et les respecter, c'est en fin de compte l'humanité qui doit être restaurée. Le meilleur moyen de le faire passe par les systèmes de valeurs inculqués aux enfants et aux jeunes par l'éducation. La réflexion critique, le sentiment de compassion et d'empathie, l'esprit de coexistence et la résolution des conflits par des moyens pacifiques sont autant de composantes du système de valeurs. C'est la raison pour laquelle

l'éducation est vitale et doit être une priorité avant, pendant et après les conflits.

79. **M^{me} Malek** (réfugiée sud-soudanaise et fondatrice de Stand for Education) dit que, les enfants sont certes très vulnérables et fragiles, mais ils sont aussi les plus conscients des choses. Il est important d'écouter les besoins des enfants et des jeunes parce qu'ils sont les dirigeants de demain. La communauté internationale doit investir dans l'éducation des enfants, dont il importe d'assurer la gratuité et la continuité en période de crise. Les acteurs humanitaires doivent être en mesure de réagir immédiatement pour éviter les pertes en vies humaines. Enfin, pour obtenir des résultats, il est indispensable d'agir collectivement ; comme le dit son proverbe africain favori : « Si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble. »

80. **M. Islam** (observateur du Bangladesh) dit que, même si le débat a porté essentiellement sur les moyens de réagir au problème des enfants touchés par des conflits armés, il est important aussi de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Il faut en outre débattre du processus du retour des réfugiés dans leur pays d'origine, où l'avenir auquel ils aspirent pourra le mieux se réaliser.

81. **M. Lowcock** (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence) dit que la prévention est l'unique grand thème primordial dans toute l'Organisation des Nations Unies, et que son bureau étudiera attentivement les suggestions et les points qui ont été soulevés lors de la séance.

82. **Le Président** déclare que le message adressé aux enfants par les intervenants est qu'ils n'ont pas été oubliés. Les États membres doivent réfléchir à ce qui a été fait par le passé et à ce qui doit maintenant être renforcé afin de mieux traiter ces questions. Il les encourage à faire part de leurs réflexions pour veiller à ce que la situation des enfants s'améliore. Son propre pays, l'Afrique du Sud, s'est engagé à agir en ce sens.

83. Les enfants touchés par des conflits armés seront les dirigeants de demain. Il est donc important de les aider à grandir et d'éviter qu'ils soient condamnés à un monde sans avenir, voué à la radicalisation, à l'extrémisme et aux conflits armés. La communauté internationale se doit de les porter vers le haut et de leur donner espoir afin qu'ils puissent contribuer à un monde pacifique, dans lequel tous les enfants vivront en sécurité.

La séance est levée à 12 h 50.